

«L'agriculture africaine ne bénéficie pas encore des atouts dont elle a besoin pour être productive» P.7



# Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°461 du Mercredi 11 octobre 2017 - 11<sup>ème</sup> année - Prix: 250 FCFA

## CRISE POLITIQUE TOGOLAISE

P.3

### Référendum ou deuxième lecture du projet de loi sur les réformes à l'Assemblée nationale



La position du chef de l'Etat déterminera la préservation des intérêts de la nation

#### MISSIONS DE BONS OFFICES P.6

La coalition des 14 partis de l'opposition refuse de rencontrer la mission de l'OIF et prévoit une marche au siège de la CEDEAO à Lomé

Le gouvernement annule la mission de la Francophonie

#### TOGO

Le budget 2018 de l'Assemblée nationale est porté à 8,885 milliards, en hausse de 53% P.3

#### RÉSOLUTION DU PROBLÈME TOGOLAIS :



Un groupe de contact de 5 chefs d'Etat mis en place par l'ONU P.6



Merd Alors

On veut ou on veut pas ?

C'est la question que se posent un certain nombre de Togolais. La crise politique a atteint aujourd'hui un niveau où la communauté internationale a décidé de prendre le taureau par les cornes. Elle ne veut plus faire ce qu'on appelle le médecin après la mort. L'opposition qui a lancé ces mouvements de contestation depuis le 19 Août dernier avec des slogans clairs, qui sont le départ du chef de l'Etat Faure Gnassingbé semble dépassée par les événements. Elle n'arrive pas à maîtriser ses troupes. Tout avait commencé par Tikpi AAtchadam et son PNP qui a mis en place une autre stratégie de contestation populaire. Faire vibrer tout le pays afin de provoquer le départ de Faure Gnassingbé du pouvoir. Tikpi AAtchadam avait mis la barre très haute au point où les populations qui croyaient en ses propos s'étaient mises dans l'illusion totale. Pour elles désormais, c'est le départ de Faure ou rien. Le retour à la constitution de 1992 n'était qu'un paravent. Dépassé par la mobilisation, AAtchadam fera appel à son « grand frère » Jean Pierre Fabre. Depuis ce jour, le mouvement a pris de l'ampleur. Il y a des morts, des blessés et des gens qui sont en prison. Aujourd'hui la tension est surchauffée et toutes les manifestations de l'opposition sont empreintes de violences de tout genre et de provocation. Très souvent, c'est les manifestants qui imposent leur loi aux leaders. Beaucoup redoutent des lendemains pires. La communauté internationale pour éviter ce pire s'est prononcée de diverses manières. Pour une partie de cette communauté internationale, il faut aller vite au référendum et pour une autre, il faut aller au dialogue. Déjà pour démarrer le dialogue, l'OIF, a envoyé une mission sur place. Elle devrait rencontrer l'opposition ce matin. Mais déjà hier, au cours d'une conférence de presse, la coalition de l'opposition a rejeté cette mission. Pour des analystes, l'opposition est allée trop vite en rejetant cette mission. Il fallait se présenter et écouter le message que l'OIF a confié. Fermet-on déjà la porte au dialogue ? Au niveau de l'opposition, la porte au dialogue reste toujours ouverte. Dans tous les cas, quelles que soient les circonstances les gens finiront par se retrouver autour d'une table pour parler de leur pays. Après tout c'est le Togo qui compte.

Le Magnan

ENTRETIEN / GILBERT F. HOUNGBO, PRÉSIDENT DU FIDA:

«L'agriculture africaine ne bénéficie pas encore des atouts dont elle a besoin pour être productive»

Récemment élu, en février dernier, à la tête du Fonds international de développement agricole (FIDA ou IFAD en anglais), l'ex premier ministre togolais Gilbert Fossoun Hounou, nous livre son regard sur une agriculture à la traîne malgré ses nombreuses potentialités. Particulièrement actif lors de l'AGRF (Forum pour la révolution verte en Afrique) tenu à Abidjan début septembre, il analyse pour Financial Afrik les problématiques du secteur et ouvre une lucarne sur le plan d'action qu'il entend mettre en œuvre à la tête de l'organisation.

**En Afrique, ce ne sont pas les terres arables qui manquent, pourtant la faim et la malnutrition continuent de sévir près de 60 ans après les indépendances. L'agriculture y est encore peu productive. Les importations nettes de produits alimentaires du continent devraient tripler à 110 milliards de dollars d'ici 2025 selon le rapport de l'AGRA. Comment peut-on changer la donne ?**

Malgré tous les atouts dont dispose le continent africain, c'est frustrant que son agriculture reste peu productive. L'Afrique dispose de plus de 50 % des terres arables inexploitées au monde mais le continent doit encore importer les denrées alimentaires. Selon le rapport sur l'état de l'agriculture en Afrique, elle dépense plus de 35 milliards de dollars américains par an pour l'importation des denrées alimentaires. Le même rapport souligne que, d'ici 2025, le continent africain sera obligé de dépenser 110 milliards pour l'importation des aliments. C'est une situation inacceptable car l'Afrique a le potentiel de produire assez pour se nourrir.

Mais l'agriculture africaine ne bénéficie pas encore des atouts dont elle a besoin pour être productive.

La plupart des petits producteurs africains n'ont pas accès aux technologies modernes et aux semences améliorées et de bonne qualité.

De plus, ils n'utilisent qu'en moyenne 13 kilogrammes d'engrais par hectare alors que ceux d'Asie sont à 56 kilogrammes sans parler de ceux d'Amérique latine qui utilisent 90 à 120 kilogrammes par hectare de terre cultivée.

Seulement, 5 à 6 % des terres cultivées sont irriguées malgré la disponibilité de l'eau en Afrique. Toutes ces données doivent nous faire réfléchir sur quel futur réserver à l'agriculture en Afrique.

Donc, pour changer cette donne, nous devons investir dans l'agriculture en Afrique. Investir dans l'agriculture c'est donc investir dans les personnes, dans la sécurité alimentaire et dans une croissance économique partagée. C'est ce que nous faisons d'ailleurs au Fonds international de développement agricole (FIDA). Mais nous devons reconnaître qu'une seule institution ne peut résoudre le problème de l'agriculture en Afrique. Nous devons conjuguer nos efforts et le FIDA fait déjà sa part. Nous travaillons sur le terrain avec les agences des Nations Unies à commencer par celles basées à Rome, les institutions financières internationales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, etc.

**Les pays ont pourtant mis en œuvre des politiques agricoles pour tenter de répondre aux défis du secteur. Pour vous qui avez occupé de hautes fonctions politiques dans votre pays, quel regard rétrospectif portez-vous sur ces politiques ? Quelles ont été les principales insuffisances ?**

Beaucoup de pays africains ont compris l'importance de l'agriculture. Elle constitue l'épine dorsale de leur économie et pour relever le défi de la pauvreté et de la sécurité alimentaire, ils ont commencé par mettre en place des politiques agricoles. En 2003, les chefs d'Etat ont, dans une déclaration dite de Maputo, pris l'engagement de consacrer

au moins 10 % de leurs dépenses publiques pour le développement agricole et rural, sur une période de cinq ans. C'est un acte politique majeur qui devrait remettre l'agriculture africaine dans les priorités de développement et permettre l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique.

De plus, lors de l'assemblée de l'Union Africaine à Malabo en juin 2014, les chefs d'Etat réitéraient la priorité accordée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire en réaffirmant le principe de Maputo c'est-à-dire un minimum de 10 % du budget alloué à l'agriculture. Ils avaient également pris une série d'engagements additionnels – un accès accru à l'irrigation et à la mécanisation ou sous forme de réduction des pertes après récoltes. Malheureusement, jusqu'à ce jour, seulement une douzaine de pays ont atteint cet objectif.

Pour prospérer, il est temps que les leaders africains passent de la parole à l'action en investissant dans l'agriculture. Le développement, en particulier le développement agricole n'est pas un processus mais un investissement à long terme. En Afrique, ce secteur a encore besoin de nouvelles technologies mais à coût abordable. Il faut mettre à la disposition des paysans en particulier les petits producteurs des semences améliorées et les systèmes de petite irrigation pour accroître leur productivité. Ils ont aussi besoin des technologies pour la transformation de base des produits, et des systèmes de stockage pour éviter des pertes lors des récoltes. Il ne sert à rien de demander aux paysans de produire quand ils ne peuvent pas acheminer leurs produits vers les marchés. Donc les infrastructures rurales telles que les pistes rurales sont nécessaires. Tout cela nécessite de lourds investissements mais pour assurer la sécurité alimentaire de leur pays et être indépendants de l'importation des denrées alimentaires qui d'ailleurs pèse sur leur budget national, les dirigeants africains n'ont qu'un seul choix : investir dans l'agriculture. C'est pourquoi je félicite les pays qui ont atteint l'objectif de la déclaration de Maputo. Mais ils ne doivent pas baisser les bras. Ils doivent consolider les acquis en continuant d'investir davantage dans l'agriculture. Les pays qui sont encore en arrière doivent aussi faire un effort pour honorer leur engagement pris depuis 2003.

**N'a-t-on pas donné une trop grande priorité à l'agriculture d'exportation en Afrique ?**

Il faut reconnaître que les pays africains ont besoin des devises étrangères pour leur économie et aussi pour importer les biens dont ils ont besoin. Ainsi, bon nombre de pays ont donné priorité aux produits d'exportation au détriment de l'agriculture vivrière.

Mais la crise alimentaire des années 2007-2009 et la hausse des prix des denrées alimentaires ont été pour beaucoup de pays la sonnette d'alarme. Donc, les pays africains ont vite compris l'importance de l'agriculture vivrière. Dès lors, beaucoup d'entre eux avaient commencé à mettre en place des politiques agricoles visant à la sécurité alimentaire. Pour ce faire, ils doivent investir dans l'agriculture vivrière en mettant à la disposition des producteurs les technologies à coût abordable pour leur permettre d'accroître la production

et transformer leurs produits. Les petits paysans ont aussi besoin des informations sur les marchés pour écouler leurs produits. L'objectif est d'augmenter leur productivité, nourrir leur nation et exporter leurs surplus. En résumé, les pays africains ont besoin de l'agriculture de rente mais ne doivent pas laisser de côté la culture des produits vivriers. L'agriculture vivrière ne doit pas être vue juste comme un moyen de subsistance mais une commodité. Elle doit être considérée comme une affaire, donc un «business». Elle permet aux producteurs d'avoir des revenus décents pour une vie décente.

**La cession de terres à des groupes agroalimentaires est parfois perçue comme une alternative pour impulser une nouvelle dynamique à la production agricole africaine au regard des potentialités du continent. Quel est votre regard sur la question ?**

Au FIDA, nous croyons au potentiel des petits producteurs. Ils peuvent produire assez pour nourrir leur famille, leur nation et exporter une partie de leur production s'ils ont accès aux terres et aux financements. Mais la question de la propriété terrienne demeure une contrainte majeure.

Seulement 10 % des terres rurales en Afrique sont enregistrées. Les 90 % restants sont sans titre et administrés de manière informelle, et peuvent ainsi faire l'objet d'accaparement, d'expropriation sans compensation équitable, etc.

Le FIDA est là pour accompagner les pays. Mais il appartient aux gouvernements de prendre leur destin en main et de faire les choix de politiques agricoles visant au développement de leur agriculture et à la sécurité alimentaire de leurs populations. Les investissements privés peuvent booster l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire d'un pays quand c'est nécessaire. Mais les cessions des terres publiques aux groupes agroalimentaires doivent se faire de façon transparente tenant compte de l'intérêt national et des groupes vulnérables. Ils doivent créer des emplois pour les jeunes et en particulier les femmes dans le secteur agricole. Ils doivent aussi constituer un marché pour les petits producteurs.

**Pour revenir du dernier forum de l'AGRA, on a le plus souvent des exploitations familiales sur le continent qui sont réduites à une agriculture de subsistance faute d'accès au marché et aux ressources économiques et technologiques. Comment intégrer cette agriculture dans le circuit économique et en faire un levier de la croissance ?**

La force de l'agriculture familiale en Afrique est indéniable. Les petites exploitations représentent 80% de la production. Mais globalement, un tiers de la nourriture est perdue ou gaspillée. Par conséquent, de nombreux pays africains sont des pays à déficit vivrier. Avec un soutien adéquat, l'agriculture familiale pourrait devenir la base d'un développement rural durable au profit de toute l'Afrique.

Imaginons-nous que l'on investisse massivement dans le secteur. Avec des investissements ciblés, je suis convaincu que l'agriculture familiale



pourra produire assez pour nourrir l'Afrique et le monde. Il nous faut davantage assurer le nexus entre l'agriculture familiale et la chaîne des valeurs du secteur agricole, encourager les petits producteurs à s'épanouir dans des activités connexes à la production agricole telles que l'élevage, la pêche, la transformation des produits de base, etc.

**L'autre question majeure est celle de l'emploi. Que faire, selon vous, pour rendre le secteur suffisamment attractif pour une jeunesse parfois diplômée qui en garde une image plutôt dévalorisante ?**

Selon les statistiques, en Afrique subsaharienne, chaque année, 12 à 18 millions de jeunes rentrent sur le marché de travail. Ils représentent une énorme opportunité pour dynamiser et moderniser l'agriculture et les entreprises rurales. L'agriculture n'est pas une activité qui naturellement attire les jeunes. Il faut en être conscient. Mais si nous mettons à disposition des jeunes la nouvelle technologie à coût abordable pour réduire la pénibilité des travaux agricoles, la formation, les infrastructures, l'internet, l'accès aux financements, etc., l'agriculture représentera pour eux une affaire rentable donc, un «business». Ainsi, ils ne seront plus obligés de quitter les milieux ruraux pour aller gonfler le rang des chômeurs de la ville et parfois immigrer hors des frontières et risquer leur vie dans la mer Méditerranée.

**Au final pour vous qui venez de prendre la tête du FIDA, quelles sont les principales réformes que vous comptez mettre en œuvre afin de changer le visage de l'agriculture en Afrique ?**

Comme je vous le disais plus tôt, une seule personne, une seule institution ou un pays ne peut changer le visage de l'agriculture de l'Afrique. Ensemble, on y parviendra. Je peux déjà vous dire que le FIDA fait déjà sa part. 50 % de nos ressources vont dans l'agriculture en Afrique.

J'ambitionne de déployer les interventions du FIDA dans son ensemble afin de contribuer davantage à la réduction de la pauvreté – l'extrême pauvreté dans le monde rural en général et en Afrique en particulier – par le soutien à l'agriculture. Pour transformer le visage de l'agriculture, nous devons investir massivement dans le secteur. Mais le déploiement dont je parle ne doit pas s'entendre au volume de nos prêts et dons mais et surtout à l'impact et à la qualité de nos activités sur le terrain.

Au cours de mon mandat, je vais œuvrer afin que les petits producteurs aient accès à plus de financements, les aider à relever les défis de la productivité, à encourager l'agriculture résiliente au changement climatique et à améliorer leur accès aux marchés. De plus, ils doivent être formés afin qu'ils développent leur sens des affaires. Egalement, il faudra veiller à mettre à leur disposition des technologies à coût abordable pour accroître leur productivité. Nous continuerons en outre à cibler les femmes et les jeunes, les groupes les plus vulnérables, bref les plus pauvres des pays les plus pauvres.

Source : Financial Afrik



## CRISE POLITIQUE TOGOLAISE

# Référendum ou deuxième lecture du projet de loi sur les réformes à l'Assemblée nationale

● La position du chef de l'Etat déterminera la préservation des intérêts de la nation

**La crise togolaise devient de jour en jour préoccupante. Après le vote de l'avant projet de loi sur les réformes par les 2/3 des députés envoyant directement cette loi au référendum, des voix s'élèvent pour demander au chef de l'Etat d'user des prérogatives que lui confèrent la loi pour sauver la situation. Faut-il aller au référendum à cause de trois articles seulement ou faut-il demander la deuxième lecture du texte en introduisant les amendements dans un esprit consensuel ? Telles sont les questions qui taraudent les esprits des uns et des autres. Pendant qu'une partie de la communauté internationale demande l'ouverture du dialogue l'autre partie appelle au gouvernement de fixer une date pour le référendum dans les plus brefs délais. Mais aujourd'hui, le dernier mot revient au chef de l'Etat.**

**Le dialogue est indispensable**  
"Devons-nous aller au référendum avec un texte qui pose problème ou allons-nous nous asseoir et dire exactement ce qu'il faut et remettre les choses à l'endroit ? Parce que ce que le peuple demande, c'est la remise à l'endroit de ce qu'on a pris le temps pour tripatouiller à longueur de journée. Et ce que le peuple demande, après avoir attendu de si longues années, c'est qu'on lui redonne sa Constitution de 1992 et il faut qu'on s'assied pour en parler à un moment ou à un autre. Sinon le référendum dont on parle, puisqu'on estime qu'on a les deux tiers à l'Assemblée et qu'on a les mains mises sur les institutions de la République et autre... donc ce référendum ne nous amènera nulle part. Parce qu'il y aura toujours une grande faction du peuple togolais qui ne sera pas d'accord avec ce qui va se faire. Et le problème ne sera jamais résolu", a indiqué Isabelle Améganvi, Présidente du groupe parlementaire ANC.

Du côté du pouvoir, l'on dit "oui" au dialogue. Toutefois avec quelques réserves. Pour Christoph Tchao, le dialogue est indispensable vu la crise que traverse le pays. Mais,

pas question de dialoguer autour du départ de Faure Gnassingbé.

"Tout compte fait, le dialogue est indispensable. Même si on doit aller au référendum, il faut que les conditions de préparation de ce référendum puissent être partagées avec les autres acteurs politiques afin que ce référendum se passe dans des conditions idéales que nous souhaitons. Ceci pour que les résultats ne soient pas sujet de contestation. Si certains leaders de l'opposition se mettent en tête qu'il faut dialoguer et non pas rechercher le départ du Chef de l'Etat par la rue, cela veut dire qu'il y a un pas positif. Mais, si certains leaders restent cramponnés à l'idée que la solution togolaise passe par le départ du chef de l'Etat, alors ça va être extrêmement difficile", a signifié Christoph Tchao, Président du groupe parlementaire UNIR.

Selon certains observateurs, à l'allure où vont les choses, un dialogue entre le pouvoir et l'opposition ne va pas tarder.

Tout le monde est unanime sur le dialogue et trouver une solution qui sera acceptée par l'ensemble des protagonistes.

C'est pourquoi le communiqué de

presse sorti le 4 octobre dernier par l'Union africaine (UA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique Ouest et le Sahel (l'UNOWAS), demandant au gouvernement togolais de fixer rapidement une date pour le référendum, a continué par susciter des remous au sein de l'opinion. Même depuis les Etats Unis, le Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres, recevant le Premier togolais a recommandé l'ouverture

le Togo.

«En l'état, une consultation par voie référendaire risque d'être longue dans sa mise en œuvre et substantiellement onéreuse dans son organisation matérielle. Pareille option ne constitue pas une solution immédiate et urgente tendant à conjurer le danger qui guette la nation», note l'acteur politique.

Ce qu'il faut faire au Togo, conseille l'ancien Premier ministre, c'est qu'il est temps que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé demande une seconde relecture du projet de loi

l'Union Européenne et les ambassades de France, de la République Fédérale d'Allemagne, et des Etats-Unis d'Amérique au Togo ont appelé les partis politiques au dialogue. Le corps diplomatique ne doute pas d'une sortie de crise à l'issue des discussions entre les protagonistes de la crise politique qui secoue le Togo depuis le 19 août.

En guise de solution à la crise, ils proposent aux acteurs politiques, un dialogue franc.

"Dans l'esprit de l'Accord Politique Global de 2006, elles encouragent tous les Togolais à s'inscrire dans un dialogue pacifique en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles qui permettront de renforcer la démocratie au Togo et de préparer sereinement les élections locales et législatives en 2018", indique la déclaration.

Il urge d'entamer les discussions pour sortir notre pays de la crise au Togo. Le chef de l'Etat, face à cette situation doit se prononcer en faveur des discussions et renvoyer le projet de loi à l'Assemblée nationale pour une deuxième lecture. La loi lui en donne les prérogatives. Il a le dernier mot alors.

Aussi, ajoutent-ils que la sortie de crise passe par un changement d'approche de ceux qui représentent les forces démocratiques à l'assemblée nationale.

"Vu les rapports de force actuels au parlement, il paraît évident qu'une posture jusqu'au boutisme et unilatérale n'est pas de nature à mettre les députés majoritaires dans un état d'esprit de discussion", précise la note.

Le parti demande par ailleurs au Chef de fil de l'opposition de faire évoluer sa position sur le retour intégral de la Constitution originelle de 1992, vers les réformes dans l'esprit de la Constitution de 92 et dans le même temps profiter de la période actuelle pour introduire concomitamment une proposition de réforme du code électoral notamment le vote de la diaspora, la recomposition de la CENI et le découpage électoral.

L'initiative de la sortie de crise est entre les mains du chef de l'Etat. Bien que Ibn Chambas et la CEDEAO demandent de fixer le plus tôt possible une date pour le référendum, le chef de l'Etat qui est à l'écoute de sa population ne doit pas suivre cette voie.



d'un dialogue pour juguler la crise togolaise

Cette sortie du 4 octobre, selon Agbéyomé Kodjo, dénote la volonté de ces organisations d'aider le Togo à sortir de la crise politique. Cependant, pour le président du parti politique Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS), si la voie référendaire est «pertinente», elle méconnaît l'exception que constitue le contexte politique «fortement tendu» que traverse actuellement

de révision de la Constitution que son gouvernement a envoyé à l'Assemblée nationale dont la majorité l'a adopté, ouvrant la voie à un référendum.

Seule cette prise de responsabilité permettra de décriper le climat sociopolitique au Togo.

A la majorité parlementaire, M. Kodjo demande de concéder à l'opposition parlementaire l'exercice des prérogatives parlementaires qui lui sont ouvertes, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur de l'Assemblée nationale, «en accueillant favorablement l'incorporation au projet de loi originel, de tous les amendements adéquats à portée réaliste», souligne-t-il.

Lorsque qu'on parle des réformes politiques de nos jours, on ne peut plus se limiter seulement aux questions relatives de limitation de mandat et du mode de scrutin.

Les réformes, font appel à un retour inconstable de la Constitution de 1992, qui reste une aspiration et une volonté du peuple togolais, qui voulait à l'époque se mettre à l'abri d'un pouvoir sans partage.

## L'appel de la coordination du G5

Dans une déclaration conjointe, la Coordination du Système des Nations Unies, la délégation de

## ILS L'ONT FINALEMENT VOTÉ

### Le budget 2018 de l'Assemblée nationale est porté à 8,885 milliards, en hausse de 53%

Les députés à l'Assemblée nationale du Togo se sont réunis pour l'examen et l'adoption de deux projets de loi. Outre un vote portant sur la composition et les attributions de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), cette deuxième session ordinaire de l'année 2017 a également permis de définir le budget de l'institution pour l'exercice 2018.

Au terme des travaux à huis clos, il ressort que les prévisions budgétaires de la représentation nationale togolaise sont estimées à

8,885 milliards FCFA. Ce budget connaît une hausse de 56,3% par rapport au budget voté pour l'exercice 2017.

L'Assemblée nationale togolaise jouit d'une autonomie financière. Elle établit son budget qui fait partie intégrante du budget de l'Etat. Conformément à l'article 82 de la Constitution, le Parlement a la maîtrise de l'ordre du jour et de son budget. Il en informe juste le Gouvernement.

Il faut rappeler que le vote de ce budget de l'assemblée nationale devrait intervenir un peu plus tôt que

ça. Prévu en septembre dernier au moment où la contestation populaire contre le pouvoir battait son plein, l'opposition parlementaire a préféré que les députés s'occupent beaucoup plus de la crise qui secoue le pays que de penser au vote d'un budget. Mais aujourd'hui, c'est chose faite, les députés ont donc voté comme une lettre à la poste. Et pourtant on n'est pas encore arrivé au bout du tunnel de la crise.

T. Bôdjôguèfi

Abass ISSAKA



## CRIME FAUNIQUE

### Un ex-marin arrêté en possession de 4 pointes d'ivoire dont un sculpté, déféré à la prison civile de Lomé

Les agents de l'Office Central de Répression du Trafic illicite de Drogue et du Blanchiment (OCTRIDB) et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, ont interpellé ce lundi 02 octobre 2017 à Lomé, un ex-agent de la Marine togolaise en possession de 3 pointes d'ivoire brutes et une pointe sculptée. Il a été déféré vendredi à la prison civile de Lomé.

Le présumé trafiquant de pointes d'ivoire a été pris en flagrant délit au cours d'un contrôle de routine des agents d'OCTRIDB, au niveau du grand carrefour de GTA. En effet, GUMEDZOE Koffi Mawuli, c'est de lui qu'il s'agit, était à bord d'un taxi avec les pointes d'ivoire, avant son arrestation.

Il ne s'attendait pas à un tel scénario. Lorsque le taxi qu'il a affrété a été immobilisé par les Agents d'OCTRIDB, il a eu une peur bleue. « *Je suis votre élément* », a-t-il lancé, pensant avoir la clémence des agents. Il a aussitôt reconnu être le propriétaire des pointes d'ivoire saisies et qu'il allait les vendre. Il lui est reproché le délit de détention, circulation et commercialisation de pointe d'ivoire d'éléphant réprimé par

la loi cadre de l'environnement du Togo qui dans son article 62 stipule que l'exploitation, la commercialisation et l'exportation de ces espèces animales et végétales protégées sont réglementées. Malheureusement des défenses d'ivoire d'éléphant transitent par le Togo où ils sont transformés rapidement en bijoux, et être exportés rapidement et en grande quantité vers l'Asie. Ainsi, le sieur GUMEDZOE a été déféré vendredi 06 octobre 2017, à la prison civile de Lomé.

L'article 796 du code pénal du Togo stipule : « *Quiconque fait circuler, vend, importe, exporte ou fait transiter le animaux sauvages, vivants, des trophées sans autorisation est puni d'une peine d'emprisonnement d'un(1) an à*

*six (6) mois et d'une amende de cent (100) mille à cinq (5) cent mille francs CFA ou de l'une de ces deux peines* ».

Le crime faunique est un crime organisé transnational qui occupe le 4ème rang de commerce illicite dans le monde après la drogue, les armes et êtres humains, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Il amasse des bénéfices illicites d'environ 19 milliards de dollars chaque année. Il ne s'agit pas du simple braconnage localisé.

Le commerce illégal des espèces sauvages menace la survie de nombreuses espèces dans la nature. Au cours des trois dernières années, environ un cinquième de la population totale d'éléphants d'Afrique a été tuée pour l'ivoire, selon



l'UICN. L'escalade du trafic d'espèces sauvages au cours des dernières années constitue une menace pressante pour la conservation et la sécurité dans le monde.

Le trafic d'espèces sauvages génère d'énormes profits illégaux pour des organisations criminelles complexes qui sont souvent responsables de l'abattage, du transport et de la commercialisation de produits illégaux issus des espèces sauvages. Le trafic d'espèces sauvages corrompt les gouvernements, porte atteinte à l'État de droit, et contribue au financement du crime organisé et des groupes d'insurgés.

Selon les rapports du Système d'Information sur le Commerce des Éléphants (ETIS), le LRA de Joseph KONY se finance avec la contrebande d'ivoire d'éléphant pour déstabiliser l'Afrique. Chaque 15 minutes, un éléphant est tué pour son ivoire, soit environ 100 par jour. Espérons que la Justice togolaise entende le cri de Ban Ki Moon « *c'est une crise environnementale, économique et sécuritaire...le commerce illégal est une grave menace pour la sécurité, la stabilité, l'économie, les ressources naturelles et le patrimoine culturel de nombreux pays d'Afrique* ».



Togotelecom

## COMMUNIQUÉ



Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T-MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIAT MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE **\*145\*6\*3\*2\*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE **\*145\*6\*3\*2\*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE



# ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«*Nous irons jusqu'au bout. Nous allons organiser le référendum quelles que soient les situations.*». C'est en substance ce que disait le ministre Gilbert Bawara. Des propos qui ne sont pas de nature à calmer la tension. Etant donné que des voix s'élèvent pour réclamer à cor et cri l'ouverture des discussions pour aboutir à un minimum de consensus, il y a des moments où il faut savoir bien contrôler ce qui va sortir de sa bouche. Parce que la langue est un fusil. Quand le coup part, il est difficile de l'arrêter. Pour le moment, le chef de l'Etat qui a le pouvoir constitutionnel de se prononcer sur la question du référendum n'a encore rien dit. Celui-ci peut décider ou non de convoquer le référendum. Ça dépendra des coulisses qui sont en

# R

train d'être faites au niveau de la communauté internationale. Parce que dire qu'on ira vaille que vaille au référendum alors que les conditions ne sont pas encore réunies, c'est un peu manquer un peu du respect aux populations. Aujourd'hui, vue les conditions dans lesquelles le pays évolue, il

n'est plus question de chercher à enflammer. Dans cette crise que traverse le pays, on a entendu des gens jouer aux pyromanes au lieu de jouer aux pompiers. Certains sont allés jusqu'à dire que si le pays brûle nous allons tous brûler avec lui, pire encore, un autre a eu l'outrecuidance de déclarer que si quelqu'un veut prendre le pouvoir, il n'a qu'à prendre les armes. Ce qui a amené certains analystes politiques à dire qu'il y a des gens qui parlent de paix dans les rues et du bout de leur lèvres mais violent dans leur cœur et dans les esprits. La situation actuelle ne nous permet pas des déclarations tapageuses qui mettent de l'huile sur le feu. Calmos, nous sommes tous togolais et nous sommes appelés à vivre ensemble.

## RÉSOLUTION DU PROBLÈME TOGOLAIS :

### Un groupe de contact de 5 chefs d'Etat mis en place par l'ONU

La situation politique du Togo inquiète ses voisins et met en alerte l'Organisation des Nations-Unies depuis New York aux Etats-Unis. Le nouveau Secrétaire général de l'ONU veut éviter toute escalade dans ce petit pays pris en sandwich entre le Ghana et le Bénin et qui, jusque-là, a connu une relative stabilité malgré l'absence de réformes politiques profondes. Cependant, les dernières actualités politiques venues des bords de la lagune de Bè ne sont pas rassurantes et surtout, les multiples échanges que le Secrétaire général de l'ONU a eus avec certains chefs d'Etat de la région ne sont pas de nature à apaiser ses craintes de déstabilisation de ce pays. Ainsi, dans le secret des médias, Antonio Guterres a décidé de la mise en place d'un groupe de contact sur le Togo qui a pour mission, d'écouter toutes les parties en conflit et de proposer des discussions devant aboutir au rapprochement des positions pour la réalisation des réformes consensuelles et acceptées de

tous. Un groupe de contact de cinq chefs d'Etat de la région est mis en place avec la bénédiction du patron de l'ONU. Ce groupe se compose de l'Ivoirien Alassane Ouattara, du Béninois Patrice Talon, du Ghanéen Nana Akufo-Addo, du Burkinabé, Rock-Marc Christian Traoré et du Nigérien, Mamadou Issifou. A son tour, cette équipe a désigné le Ghanéen, Nana Akufo Addo pour entamer des discussions avec les parties en conflit et recueillir leurs doléances. Plusieurs leaders de l'opposition togolaise et plusieurs cadres du parti au pouvoir ont été reçus dans la foulée à Accra par le chef de l'Etat Ghanéen qui prend sa mission à cœur et pour cause. Le Ghana redoute un afflux de réfugiés togolais sur son sol et aurait au début de ces mouvements au Togo, saisi les autorités à ce propos. Les mêmes craintes sont partagées par les présidents béninois et burkinabè qui ne veulent pas accueillir des réfugiés sur leur territoire. Et pour échapper à cette menace, il faut absolument résoudre au plus vite le problème

togolais et Gilchrist Olympio, le président national de l'Union des forces de changement (UFC) a été l'un des premiers leaders de l'opposition à être consulté par son ami Nana Akufo Addo qui lui voue une grande estime. La preuve, lors de sa dernière visite à Lomé, le président ghanéen n'a pas hésité à faire le déplacement de la résidence du quadragénaire, accompagné de son homologue togolais, Faure Gnassingbé. Ainsi, dans le cadre de la crise actuelle dans le pays, Nana Akufo Addo a tenu à échanger en premier lieu avec Gilchrist Olympio. Une rencontre a eu lieu à Accra entre une délégation de l'UFC conduite par M. Olympio et composée de son conseiller en communication, Isaac Tchiakpé et de son assistante personnelle, Christelle Lepetit. Rencontre au cours de laquelle la délégation de l'UFC a expliqué sa vision de la situation et ses démarches pour amener le camp au pouvoir à réaliser les réformes voulues devant mener à une alternance pacifique dans le pays. Plusieurs autres leaders de l'opposition se sont plus tard rendus au Ghana pour le même exercice.

A.Y.

## Courtes contre la montre

### La « colère » contre les populations !

La 2ème journée de marche de la coalition de l'opposition togolaise dans les rues de plusieurs localités du pays ne s'est pas déroulée « pacifiquement ». Plusieurs commerçants ont été obligés de fermer leurs boutiques et commerces. C'est ce que retient le ministre de la Sécurité et de la protection civile, Yark Damehame ce jeudi, lors de son point des manifestations à la presse. Cependant, a ajouté le ministre en présence de son collègue en charge de la communication, Guy Madjé Lorenzo, « ce que les gens attendaient, n'est pas arrivé ». A en croire le colonel, à Lomé, l'opposition n'a mobilisé qu'un peu plus de 15.000 manifestants et les manifestations ont eu lieu en plus de la capitale, à Tabligbo et Vogan dans la région Maritime, à Anié, Atakpamé, Badou, Kpalimé et à Dny Apéyéyéme dans la région des Plateaux. Dans la région centrale, les marches ont eu lieu à Sokodé et Tchamba tandis que dans la Kara, c'est à Bafilo et Dankpen que les manifestations ont eu lieu. Dans les Savanes, Dapaong a enregistré une manifestation. Selon Damehame Yark, il est à signaler plusieurs incidents. A Sokodé, il y a eu d'après lui, des manifestants ont tenté de déloger les élèves, plusieurs barricades ont été dressées et les forces de l'ordre et de sécurité ont usé de gaz lacrymogènes pour disperser la foule. Le gros du problème a été enregistré à Lomé, a fait savoir le ministre. « Très tôt le matin, malheureusement, avant même que la marche ne commence à Lomé, certains des manifestants se sont désolidarisés et réorganisés en bandes pour s'attaquer des compatriotes dans les quartiers comme Adicogomé, Totsi, Limousine, Akodesséwa, Adawlato, vers l'hôtel de la paix, au rond-point du port, Hédranawoé et au grand marché de Lomé », a-t-il relevé. Au total, trois (3) personnes ont été interpellées. A Kpalimé, un artiste participant à la manifestation, a été interpellé en possession d'une bouteille d'essence dans le sac. A Lomé, il y a eu deux (2) arrestations. Finalement on se rend compte que la colère n'était pas dirigée contre le pouvoir mais plutôt contre les populations qui voulaient vaquer librement à leurs activités.

### Mauvais éducateurs !

La désobéissance civile est devenue comme une leçon de moral que les organisateurs des manifestations enseignent aux marcheurs. Au lieu de former et de sensibiliser les populations à respecter les symboles du pays et les institutions de la République, l'opposition se lance dans la désinformation et dans l'incitation à la haine et à la désobéissance civile. L'exemple a été relevé lors des manifestations des 4 et 5 octobre derniers. Tout le monde sait l'implication qu'a voulue faire la communauté internationale dans la gestion de la crise togolaise. Les Etats Unis avaient appelé à un dialogue, l'Union Africaine et la CEDEAO ont demandé au pouvoir de fixer le plus tôt possible, la date du référendum. Pour répondre à toutes ces sollicitations, le chef de file de l'opposition, Jean Pierre Fabre n'a trouvé que de demander aux manifestants rassemblés à la plage d'oublier cette communauté internationale. « Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, vous allez dire que vous vous en foutez de leur propos. Ne les écoutez pas. C'est nous qui décidons », a claironné Jean Pierre Fabre. Voilà comment ceux qui aspirent à diriger ce pays se comportent en éduquant mal les populations. Si demain, ils viennent au pouvoir, vont-ils dire qu'ils ne reconnaissent pas ces institutions internationales ? Le Togo est un pays qui vit dans un espace géographique et il ne peut jamais se mettre à l'écart. Lorsque tu dresses un fou contre tes adversaires et ennemis et qu'il aura fini de traiter avec ces derniers, c'est vers toi qu'il se retournera. Donc attention à ce qu'on inculque dans la tête des gens. Ce que l'on sème aujourd'hui, c'est ce qu'il va récolter demain.

### Des marches sans issues ?

Depuis le 19 Août 2017, l'opposition togolaise sous la houlette du nouveau leader Tikpi Atchadam a lancé des mouvements de manifestations pour faire réclamer le retour de la constitution de 1992 et le droit de vote de la diaspora. Mais en réalité, cette plateforme revendicative n'était qu'un paravent. Jean Pierre Fabre, le « grand frère » qui a écourté son séjour en Europe croyant avoir l'aubaine de renvoyer Faure Gnassingbé par la rue, a repris le slogan de Tikpi Atchadam : retour à la constitution de 1992 voilà du départ de Faure Gnassingbé. Il a même déclaré que les seules négociations qu'il y aura affaire vont porter sur les conditions de départ de Faure Gnassingbé. Les organisateurs de ces différentes marches de contestation ont mis les populations dans l'illusion totale. « 50 ans de pouvoir ça suffit », « Faure doit partir ». Les manifestations sont organisées sur toute l'étendue du territoire national avec tous ces lots de blessés de morts et de prisonniers. Pour les populations qui vont dans les rues, les dates ultimatum étaient données. D'abord, c'était le 19 août, puisqu'il était prévue une fête pour le soir du 19 par le dirigeant du PNP. Ensuite, la date du 06 septembre a été avancée. Rien avait à être mis sous la dent. Le dernier tour de Jerrhico était prévu pour le 5 octobre, date anniversaire du soulèvement populaire. Ce 5 octobre 2017 était considéré comme le jour de la colère. Mais en lieu et place d'une colère contre le pouvoir, l'on a eu droit à une colère contre les populations et les commerçants. Puisque ça été une journée violente où des groupes organisés refusaient aux autres de mener librement leurs activités. Toutes ces manifestations n'ont rien donné. Puisque l'objectif poursuivi qui est le départ de Faure Gnassingbé n'a pas été atteint. Aujourd'hui on parle d'un référendum ou d'un dialogue pour revoir une seconde fois le texte voté à l'assemblée nationale.

## Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA

90 16 49 87 / 90 85 85 22

Responsable commercial

Bertine ADJAHO

90 36 97 10

Mise en page :

Magnan

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



# Éditorial Une catastrophe nommée Claude Leroy

«Le sorcier blanc annoncé est arrivé avec une baguette cassée»: voilà en quoi peut se résumer le bilan à mi-parcours du sélectionneur des éperviers du Togo, Claude Leroy.

Fort de sa vingtaine d'années d'expérience dans le football africain, l'homme blanc était perçu à sa nomination en avril 2016, comme le messie de la sélection togolaise. Ils étaient nombreux, les togolais à s'accorder pour dire que le pactole de 25 millions perçus mensuellement par Claude Leroy étaient à la hauteur de ses expériences. Une infirme partie des observateurs avisés du football national, seulement brandissait un argument contraire. Mais aujourd'hui les faits leurs donnent raison.

De toute évidence, la venue de Claude Leroy à la tête des éperviers a été tout sauf un atout pour le pays. Les premiers résultats positifs obtenus, et la qualification à la CAN 2017, arrachée in extrémis n'étaient que de la poudre aux yeux.

En réalité, le septuagénaire a tout vidé dans son carquois. «Si dans la fine fleur de son âge, l'homme n'a pu arracher qu'une seule Can qui date d'ailleurs de 1988, au temps où peut la magie blanche opérait encore dans le football, Ce n'est pas aujourd'hui que les donnes ont changé qu'il pourra grande chose », ironisait un journaliste sportif togolais.

C'est justement le revers de la médaille, sur lequel, et la Fédération togolaise de football (FTF) et la Présidence de la République, n'ont pas porté leur



réflexion, avant de dérouler le tapis rouge au natif de Bois-Normand.

Tous les togolais l'ont appris à leurs dépens, lors de la Can Total Gabon 2017. En manque d'inspiration, de tactique et de lecture du jeu, des ingrédients nécessaires à une bonne prestation, le sorcier blanc a précipité l'équipe nationale dans un gouffre, avec à l'arrivée, une 16ème place sur 16 équipes. Échouant lamentablement, là où Didier Six, pourtant décrié a pu réussir avec pratiquement la même équipe.

Comme si ça ne suffisait pas Claude Leroy enfonce le dou, en instaurant un atmosphère d'incertitudes, emprunt de doute et de questionnements dans le nid des éperviers. Aussi les désertions ne se font-elles pas attendre. L'un après l'autre les prunelles de l'équipe nationale, comme Serges Akakpo et Peniel Mapa ont décliné la convocation de Claude Leroy pour les matchs amicaux (Contre l'Egypte et la Libye).

Pis, le sélectionneur, dont la rigueur dans la sélection de ses joueurs est

tant vantée, se prêt aussi à ce sale jeu de marchandage des joueurs sélectionnables. Une pratique qui a pignon sur rue et demeure depuis des lustres, la petite bête noire, de tous les bureaux ayant trôné à la tête de la fédération togolaise de football, jusqu'à alors.

Tout ceci pour dire que l'hémorragie déclenchée sciemment par le sorcier blanc et certains togolais véreux de la FTF, risque de vider la sélection nationale de toutes ses substances, si rien n'est fait du côté des décideurs (Comex et Présidence), pour l'arrêter.

Même si Claude Leroy, à chaque fois qu'il en a l'occasion, argue être là en vue de qualifier le Togo, pour la Can 2019 au Cameroun, l'horizon n'augure rien de bon. Un proverbe du Sud du Togo dit qu' «on reconnaît un mouton qui sera agréable à la sauce, par sa démarche ».

Dans le cas d'espèce, Claude Leroy a une démarche, certes, mais qui ne rime plus avec le football actuel.

Gabriel Blivi

**K**  
**P**  
**A**  
**K**  
**P**  
**A**  
**T**  
**O**  
**QUI T'A DEMANDÉ?**  
Mon ami, c'est comment que ? Et dans chez vous ? On a dit que c'est marche de la colère contre le pouvoir et puis les gens sont rentrés en colère contre les commerçants et les populations ? est-ce que c'est bon ça ? Les gens ont tout cassé dans les rues, ils ont lancé les pavés, ils ont volé. Parce que ceux qui ont dénommé cette journée de colère, ont voulu rééditer les casses du 5 octobre 90. En tout cas, la colère là, hmmm ! Et puis ce que les gens font là ce n'est pas bon hein ! On dit qu'on a qu'à resté pour parler et trouver solution de notre problèmes et vous vous cassez. Bande cons va ! Dans la vie, on ne se presse pas. On n'agit pas dans la précipitation. Voyez ça : Un serpent pénétra dans une menuiserie. Alors qu'il se faufilaient dans ses recoins, il passa par dessus une scie et se blessa légèrement. Sur le coup, il s'est retourné et a mordu la scie, et en mordant la scie, il s'est gravement blessé dans sa gueule. Alors ne comprenant pas ce qui lui arrivait et pensant que la scie l'agressait, il décida de se rouler autour de la scier pour l'étouffer avec tout son corps en la serrant de toutes ses forces, c'est ainsi que hélas il finit par être tué par la scie. Des fois on réagit dans la colère en pensant blesser ceux qui nous ont fait du mal, mais on réalise après tout qu'on se blesse nous même. Dans la vie il vaut mieux quelques fois ignorer des situations, ignorer des gens, ignorer leurs comportements, leurs paroles. Dès fois il vaut mieux ne pas réagir pour ne pas subir des conséquences qui peuvent être parfois meurtrières ou nuisibles. Ne laisse pas la haine prendre le dessus de ta vie car l'amour est plus fort que tout. \*Donc ayons la foi, la crainte de Dieu, l'Amour, le pardon, la maîtrise de soi, l'humilité, la bonté, l'honnêteté, la tolérance, la dignité, soyons inébranlables, humbles, sages, authentiques et surtout positifs. Excellente journée et agréable semaine.

## Togomètre

### En forme

#### Sergio Sport

C'est l'équipementier togolais qui a eu maille à partir avec le comité exécutif de la FTF. Aujourd'hui à travers une politique de communication mise en place il est en train de se refaire une place au soleil et de redonner confiance à ceux qui doutaient de sa capacité d'avoir des équipements de qualité. Si Sergio Sport n'est pas encore à la lumière, il peut se targuer aujourd'hui de marquer des pas de géant qui l'y amènent, tout doucement. Entre innovations, sponsoring, tournois de football et la vulgarisation de la marque, Sergio commence par envahir et illuminer la cité sportive. Au Togo, après son divorce (non consommé) avec la FTF, Sergio Sport s'est tourné vers d'autres fédérations, de diverses disciplines. "Royalement", il habilite, entre autres, les équipes nationales de basket-ball et de handball du Togo, il a eu à habiller la délégation togolaise aux jeux islamiques de Bakou et la délégation Togolaise aux jeux de la francophonie en Côte d'Ivoire. Achacun de ces rendez-vous, les témoignages sont positifs, plusieurs se seraient renseignés sur la marque. Au niveau des équipes de D1 et de D2 du championnat togolais, presque tous les clubs sont Sergio. Plusieurs fois dans les divers championnats, on a pris un réel plaisir à voir sur un match les deux équipes habillées en Sergio. Le plus beau, on s'en rappelle, ce fut la finale du championnat D2, ayant opposé Espoir de Tsévié et ASCK de Kara. Dans les différents quartiers de Lomé et banlieues, Sergio est visible partout, même dans des tournois de petits poteaux. Sergio Sport ne se limite pas seulement à son activité de précillection, la société investit énormément dans la promotion du football, surtout celui à la base. Plusieurs compétitions ici et là portent aujourd'hui le nom Sergio Sport. La dernière fois, s'est joué dans le district N° 7 de Agoe-Nyivé le tournoi MIVONOMI Trophée Sergio Sport. Le 11 septembre dernier s'est joué au stade municipal un tournoi spécialement dédié aux jeunes U13, U15 et U17. La cérémonie de lancement officiel s'est déroulée en présence des représentants de la FTF et du ministère de tutelle. Une autre manière pour cet équipementier d'appuyer les autorités politiques et sportives dans leur élan de promotion du football national, mais également de se rapprocher des férus du sport.

### En panne

#### Claude Leroy

C'est le sélectionneur des Eperviers du Togo communément appelé le « sorcier blanc ». Lorsque le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a mis tout son poids pour le recruter parce que voulant faire plaisir au public sportif togolais, l'on a cru que le « Sorcier Blanc » allait faire des miracles pour redonner au football togolais sa splendeur d'antan. Mais que nenni ! C'était sans compter avec les errements de ce monsieur. Non seulement, il a contribué à dénaturer le fond de jeu des Eperviers, mais aussi il a enfoncé beaucoup plus le football togolais. Au sortir du mondial 2006, le Togo occupait une place très honorable au classement FIFA. On était 33ème au plan mondial. Mais aujourd'hui en 2017, au dernier classement de la FIFA, le Togo est à la 123ème place. Claude Leroy est arrivé sans rien apporter de mieux au football togolais, si ce n'est la régularité des matches FIFA auxquels le Togo participe sans résultat contribuant à enfoncez le Togo au bas du tableau dans le classement FIFA. A cette allure, beaucoup se pose la question de savoir, si l'objectif qui est assigné à Claude Leroy, celui d'avoir une équipe compétitive en 2019 pourra être atteint. Du moment où il a pris sur lui de décourager ou de détruire les carrières des joueurs en leur changeant de place en plein match. Aujourd'hui les gens demandent son départ pour insuffisance de résultats. Avec lui l'espoir des Togolais est tombé à l'eau. L'équipe togolaise n'a plus de noyau puisqu'à chaque match, ses convocation. On est retombé dans l'amateurisme. Plusieurs matches beaucoup de défaites et de nuls.

## TOGO : Douze clubs pour la D1 de football

**P**our la nouvelle saison qui commence le 22 octobre prochain, douze clubs seulement prendront part au championnat de première division de football, D1. Le Secrétaire général du Comité exécutif de la Fédération togolaise de football, Pierre Lamadokou, le confirme.

Ceux qui souhaitent que la première division reprenne avec 14 clubs vont devoir se conformer à la décision de la FTF. D'ailleurs, c'était prévu avant même le début de la dernière saison 2016-2017.

Sur une radio privée thématique de la place, Pierre Lamadokou précise que ce sont « 12 clubs qui vont concourir en D1 et tout sera mis en œuvre pour que nous ayons le beau jeu ».

Il rappelle également que le



championnat D1 démarre bel et bien le 22 octobre 2017. Et d'ajouter qu'à la saison passée, le niveau du championnat a été bon et que son souhait, « c'est que ce niveau aille grandissant ».

Rappelons que les douze équipes sont As Togo Port de Lomé,

Semassi de Sokodé, Maranatha de Fikpo, Koroki Meitété de Tchamba, Dyto de Lomé, Unisport de Sokodé, Foadan de Dapaong, As Otr de Lomé, Asko de Kara, Gbikinti de Bassar, Espoir de Tsévié et Asck de Kara.



## GUERRE D'INTÉRÊTS OU CALCULS POLITIENS

# Qui est vraiment contre les réformes politiques au Togo ?

## Le récit de la rencontre entre l'opposition parlementaire et le Président de l'Union Mondiale des Parlementaires

**Faut-il dialoguer avec le pouvoir ou continuer de descendre dans la rue ? Au sein de la coalition de l'opposition, on peine à s'entendre.**

**Après le succès mitigé des manifestations des 4 et 5 octobre, la coalition de l'opposition se divise sur la méthode à utiliser pour faire plier le régime. Des opposants remettent ouvertement en question l'efficacité des marches à répétition. « Si nous voulons obtenir du changement, il faut accepter un dialogue sous l'égide de la communauté internationale », estime un responsable de l'opposition qui assure qu'il ne se joindra plus aux prochaines marches.**

Face à la montée en puissance de la ligne dure représentée par Tikpi Atchadam, les lieutenants de Jean-Pierre Fabre souhaitent rééquilibrer les rapports de force au sein de l'opposition: ils veulent coûte que coûte faire de leur leader la tête d'affiche d'un éventuel dialogue avec Faure Gnassingbé.

Mais cette guerre de leadership qui a toujours miné l'opposition togolaise, est toujours de mise. Avec la montée en puissance du PNP depuis le 19 Août dernier, une sorte d'envie semble envahir le chef

de file de l'opposition qui voit d'un mauvais œil comment Tikpi Atchadam est perçu au sein de l'opinion. Pour cela, il n'entend pas perdre son titre au profit de qui que ce soit. Les questions de calculs politiques et d'intérêts égoïstes refont surface.

Selon certaines indiscretions proches de cette coalition de l'opposition qui est dans la rue pour réclamer «le départ de Faure Gnassingbé», le Président de l'Union Mondiale des Parlementaires avait reçu une

délégation de l'opposition parlementaire. Le Président de l'Union Mondiale des Parlementaires voulait que les députés de l'opposition lui fassent des propositions concrètes et réalisables pour la sortie de crise. C'est Me Apevon qui le premier pris la parole. Il a évoqué la longévité du pouvoir, le règne d'une seule famille pendant 50 ans sur le Togo. Pour lui, il faut les réformes qui vont porter sur la limitation des mandats et le mode de scrutin à deux tours afin d'aboutir à une alternance. Il n'a pas encore fini de parler quand Jean Pierre Fabre l'interrompt. «*Trop c'est trop. Nous ne voulons rien que le départ immédiat de Faure Gnassingbé du pouvoir*», lance-t-il. Ce qui a fait tiquer le Président de l'UMP. Celui-ci demande à Fabre, si ce qu'il propose est réalisable avant de lui poser la question de savoir que fera l'opposition si Faure démissionne aujourd'hui. Et Fabre

de répondre qu'ils vont organiser une messe de remerciement à Dieu. Et après, demande le Président de l'UMP. «*Nous allons nous concerter. Répond Fabre*». Il a donné l'exemple de ce qui s'est passé au Burkina Faso. L'exemple que le Président de l'UMP, lui a déconseillé parce que l'exemple du Burkina est inapproprié. Ce dernier a demandé au chef de file de l'opposition s'ils ont déjà pris langue avec l'armée. Parce qu'au Burkina, l'armée s'était désolidarisé du pouvoir avant d'avoir ce résultat. A cette question, Jean Pierre Fabre n'a donné aucune réponse. Et c'est à la suite de cela que le Président de l'Union Mondiale des parlementaires, leur a dit que la mobilisation ne pourra pas avoir les résultats escomptés.

Au retour de cette réunion, Jean Pierre Fabre organise une rencontre du CAP 2015 pour le compte rendu. C'est là que Antoine

Folly prend la parole pour dire de ne pas rater cette occasion des réformes. Cette prise de position de Antoine Folly n'a pas été du goût du chef de file de l'opposition qui leur fait comprendre qu'il va leur dire la vérité aujourd'hui. «*Je suis contre les réformes*», a-t-il lancé. Parce que selon lui, les réformes ne vont profiter en l'état actuel des choses qu'à Atchadam et à Faure Gnassingbé. S'il y a des élections à deux tours, c'est certainement que ce sont les deux qui sortiront au premier tour. Et si on suit sa logique, c'est pour dire que les deux sont du nord et que le pouvoir ne doit plus rester au nord. C'est la chanson habituelle de Fabre.

Au regard de tout ce qui est décrit c'est que désormais, les manifestations organisées où on fait descendre les pauvres populations dans les rues que ces politiciens désignent pompeusement par peuple, l'on

### CRISE POLITIQUE TOGOLAISE

## Des ministres de Faure cherchent des portes de sortie mais craignent pour leurs vies

**Comment va finir la crise togolaise une question à laquelle personne n'est en mesure de répondre pour le moment. En attendant des jours meilleurs pour notre pays plusieurs ministres qui ne sont pas forcément des va-t-en-guerre comme certains de leurs collègues cherchent une porte de sortie. Partir du gouvernement ou quitter le pays l'équation pour eux est pour le moment insoluble car comme pour les peuples, eux aussi craignent pour leurs vies et celles de leurs proches.**

Malgré le calme que tente d'afficher la minorité au pouvoir il faut dire que la crise est là et bien là. Elle est parti pour durer et du côté du gouvernement on ne sait pas comment cela va finir.

De réunions en réunions les extrémistes du gouvernement et d'UNIR ont fini par l'emporter sur les modérés engager des discussions franches sur certains aspects des revendications des populations.

Mieux ils trouvaient en la crise une occasion inespérée pour le chef de l'Etat de recadrer sa politique et sa relation avec les togolais en parlant de ce qui a été fait et ce qui peut être amélioré et surtout proposer un gouvernement de mission plus centré sur les besoins des populations

N'ayant pas pu convaincre le chef de l'Etat, ils sont nombreux à se faire tout petit devant les extrémistes et les va-t-en-guerre qui entourent désormais Faure GNASSINGBÉ qui lui même semble avoir choisit la confrontation. Pour eux, dorénavant, la prudence est de mise tant dans leurs déclarations que dans leurs fonctionnements quotidiens. Depuis le début de cette crise, le gouvernement ne fonctionne plus bien. Le pouvoir est entre les mains d'un cercle restreint qui prend toutes les décisions qu'il impose aux autres. La coupure d'internet est un des exemples. Décrite la ministre Gina LAWSON n'a finalement trouvé

comme solution que de passer par des journaux pour dire qu'elle n'est pas celle qui a ordonné la coupure d'internet.

Chaque marche de l'opposition est un cauchemar pour ces ministres qui ont peur de voir leurs noms associés à ce qui prendrait des allures de massacre planifié. Car selon certains qui s'en sont ouverts à leurs proches, ceux qui répriment depuis le début les marches ont pire dans leur agenda.

Si la mobilisation venait à s'installer dans la durée et menacer la survie du régime ils n'auront d'autres choix que d'user des armes pour mettre fin à la contestation. Bref le scénario de 2005.

Partir mais comment ? La suspicion est partout. Pour ces ministres reste à trouver le bon timing ou espérer que la communauté internationale s'implique pour un dialogue. Car une erreur de leur part est un chemin d'or vers la mort. Même s'ils ne partagent pas les opinions et les positions de l'opposition, plusieurs caciques d'UNIR et surtout du gouvernement pensent que le pouvoir doit lâcher un peu du lest et sauver le pays.

Il faut souligner que les vrais opposants de Faure Gnassingbé se trouvent dans son propre camp. Une crise de confiance mine les membres du gouvernement qui se glissent même des peaux de bananes.

T. Bôdjôgêti

### MISSIONS DE BONS OFFICES

## La coalition des 14 partis de l'opposition refuse de rencontrer la mission de l'OIF et prévoit une marche au siège de la CEDEAO à Lomé

**C'est hier mardi 10 octobre 2017 que la mission de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), dirigée par la Nigérienne Aichatou Midaoudou est arrivée à Lomé. Cette mission devrait avoir pour tâche de discuter avec les principaux acteurs qui animent la vie sociopolitique du pays et tenter de rapprocher les positions en vue de parvenir à une solution négociée et acceptée de tous dans la crise qui déchire le pays depuis le 19 août dernier. Cependant une nouvelle pas du tout réjouissante vient entacher le début de mission de la délégation.**

La coalition des 14 partis politiques de l'opposition à l'origine des manifestations de rue dans le pays refuse toute rencontre avec cette mission. Elle a fait savoir les raisons de sa décision le mardi 10 octobre 2017 à l'occasion d'une rencontre qu'elle a eue avec la presse à Lomé. «*La coalition a décidé de ne pas rencontrer la mission de l'OIF non pas parce qu'elle a quelque chose contre l'OIF mais à cause de la délégation qui est envoyée. Notamment à cause du rôle que la personne qui est chef de cette mission, c'est-à-dire Mme Aichatou Midaoudou a déjà joué ici au Togo*», a indiqué Brigitte Adjagbo-Johnson au cours de cette conférence de presse.

La coalition des 14 partis de l'opposition togolaise veut, à travers ce boycott, «*envoyer un signal très fort*» et dire qu'elle est déterminée à aller jusqu'au bout de sa lutte. «*Nous ne voulons pas qu'on nous prenne comme caution pour servir des intérêts qui sont contraires à ceux du peuple togolais. Nous n'irons pas à cette rencontre et nous continuerons la lutte*», a tranché la coordinatrice du CAP2015 qui remercie néanmoins l'OIF pour l'intérêt qu'elle accorde à la situation

qui prévaut actuellement au Togo. «*Nous savons que ce n'est pas la première fois que l'institution s'implique dans la situation au Togo. Nous avons vu en 2015 comment elle s'est impliquée même si elle n'est pas allée jusqu'au bout elle a fait ce qu'elle a pu*», a-t-elle ajouté. Les 14 formations politiques de l'opposition ont profité de l'occasion pour annoncer le calendrier des prochaines manifestations qu'elles entendent organiser dans le pays à partir du mercredi 18 octobre 2017 qui auront pour point de chute, la devanture des bureaux de la CEDEAO à Lomé où les organisateurs feront connaître à la CEDEAO leur désaccord sur le référendum que l'institution semble encourager. «*Nous trouvons que la CEDEAO est allée très loin en incitant le gouvernement à fixer d'ores et déjà la date du référendum alors que le peuple réclame le retour de sa constitution de 1992*», a encore fait savoir Brigitte Adjagbo-Johnson.

Mais pour certains observateurs de la scène politique, ce refus de la coalition de l'opposition de rencontrer cette mission de l'OIF ne présage rien de bon. Il faut espérer que l'OIF est qui est préoccupée par

ce qui se passe au Togo, pourra écouter les appels de cette opposition et recomposer cette mission afin d'aider les Togolais à sortir de cette crise.

A noter qu'il y a quelques semaines, le ministre togolais des affaires étrangères Robert Dussey n'avait pas apprécié certains passages d'une note verbale qui lui a été adressée par l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Alors qu'elle devait se rendre à Lomé le 25 septembre afin de rencontrer les protagonistes de la crise, une délégation de l'Organisation Internationale de la Francophonie s'est vu opposer une fin de non-recevoir par Robert Dussey. Le ministre togolais des Affaires étrangères n'a que modérément apprécié certains passages de la note verbale que lui avait fait parvenir l'organisation, dans laquelle celle-ci suggérait une «*réforme constitutionnelle*».

Contacté par Jeune Afrique, Dussey assure avoir reporté cette mission car, ayant été prévenu seulement «*deux jours à l'avance*», il a estimé qu'elle «*n'a[vait] pas été bien préparée*». La prochaine conférence ministérielle de la Francophonie est toujours prévue à Lomé, les 25 et 26 novembre

Aux dernières nouvelles, le gouvernement indique avoir demandé le report de la mission sans plus de détails.

Tassou Bagoudou

# Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

## PRODUITS ET SERVICES

## NOUVEAUX TAUX DE LA TVA

Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable

0%

Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes

10%